





Communiqué

INTERSYNDICALE INSERTION ET PROBATION

Des paroles aux actes!

Lundi 4 avril 2016, le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, recevait une délégation de l'intersyndicale Insertion et Probation. Le Ministre annonçait alors sa volonté d'ouvrir les chantiers présentés, les considérant comme « *légitimes* ». Une rencontre était immédiatement évoquée pour la semaine suivante, la chancellerie n'hésitant pas à publier un communiqué de presse dans la foulée.

Moins de 72 heures plus tard, c'est un peu pressée par la délégation intersyndicale d'Ile de France qui était venue à sa rencontre que la Directrice de l'Administration Pénitentiaire n'hésitait pas à évoquer la date du 14 avril pour la rencontre entre le Ministre et les représentants de l'Intersyndicale Insertion et Probation. Date, qui si elle était bien dans le paysage, n'a jamais été formellement arrêtée entre le Ministre et les représentants nationaux de l'intersyndicale Insertion probation. Et pour cause, si la chancellerie a finalement, au cours du week-end qui a suivi, évoqué cette date, il nous était dans le même temps indiqué qu'elle n'aboutirait à aucune proposition concrète en faveur des personnels.

Il nous était ainsi expliqué que la Direction de l'Administration Pénitentiaire n'avait pas transmis d'éléments suffisamment probants et complets pour que la chancellerie puisse travailler en toute connaissance de cause. La Chancellerie cherche-t-elle à gagner du temps? Ou la Direction de l'Administration Pénitentiaire s'est-elle encore fourvoyée en ne se plaçant pas à la hauteur des enjeux? En tout état de cause, l'Intersyndicale Insertion et Probation n'entend pas discuter pour discuter, l'idée d'une rencontre sans proposition concrète a été écartée par nos soins, et la perspective du 14 avril déclinée.

C'est, sauf nouveau changement de dernière minute, le mardi 19 avril que l'Intersyndicale rencontrerait finalement le Ministre. Semaine décisive puisqu'en 48 heures, les représentants de la CGT Insertion et Probation, du SNEPAP-FSU et de la CFDT Interco Justice se déplaceront donc à Matignon, Place Vendôme et à l'Elysée. Il sera pour le coup difficile de nier que nous serons allés au bout des échanges. Que la parole fasse place aux actes, vite!

LA RECONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE PASSE PAR LA RECONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS QUI LES PORTENT !

PLACE A L'ACTION!

RENDEZ VOUS A PARIS LE 10 MAI POUR LA MANIFESTATION NATIONALE!